

Conseil d'Administration de Météo-France du 20 novembre

En préambule, la p-dg a évoqué des points d'actualité (voir <u>ici</u>). Depuis, on sait que Bonn a été choisi pour accueillir des services du Centre Européen et que Toulouse ne l'est pas (choisir, c'est éliminer...). Par ailleurs, on note que les météorologistes aiment proposer : plus de 600 agents ont contribué à la plateforme « Ecoresponsabilité de Météo-France », avec plus de 200 propositions.

La stratégie scientifique à horizon 2030 a été détaillée par le directeur de la recherche (voir <u>ici</u>). Il y aura un bis pour l'ensemble des agents le jeudi 21 janvier à 14 h.

Le plan d'action 2021 a été présenté (voir ici) :

Du côté des activités administratives, on notera la mise en place du logiciel de suivi des ressources humaines RENOIRH tandis que cette année 2021 servira à préparer :

- la réorganisation de Météo-France pour la montagne avant l'hiver 2021 / 2022, et de la prévision (ou la production) en 2022 via la mise en place des divisions SERVICE en région, en lien avec la disparition de certains centres météos,
- le futur Contrat d'Objectifs et de Performance 2022-2026, avec parallèlement, une réflexion portant sur la vision de Météo-France en 2030 est lancée.

La p-dg a admis que des actions non prioritaires risquent d'être 'arrêtées' par manque de ressources.

Un point a été fait sur les réorganisations prévues dans le cadre d'Action Publique 2022 : nous traiterons ce point dans le cadre du Compte-Rendu du CTEP du 15 décembre.

Le Conseil d'Administration s'est prononcé sur le projet de budget 2021

Un contrat signé avec les ministères de la transition écologique, et des finances en 2019 trace d'avance les budgets (et baisses d'effectifs) 2021 et 2022. Rien de vraiment neuf donc : côté recettes, la baisse de la subvention d'État... mais on peut saluer le maintien des versements au titre des services à l'aéro (qui restent à 85,5 M€). La CFDT-Météo estime que les recettes commerciales attendues sont raisonnables et pourraient être au rendez-vous, côté dépenses, financement du supercalculateur, dans l'observation (radar, réseau des bénévoles (ex-RCE)) et poursuite du déploiement du télétravail après les PC achetés en 2020 sont notables en matière d'investissements, tandis que l'écoresponsabilité pointe aussi le bout de son nez avec la rénovation énergétique des bâtiments pour plus d'un million d'€ investis, 700 000 à Toulouse dans le cadre de ce budget. Des dossiers sont soumis à l'arbitrage du gouvernement (pour 12 M€) dans le cadre du plan de relance.

Côté masse salariale, la baisse est liée à la baisse des effectifs (- 95 emplois). Pour les 2700 qui restent, la direction a inscrit dans le budget 1,3 M€ d'amélioration des salaires : augmentation de 20 % des heures IPHA, requalification de certains techniciens via la liste d'aptitude, poursuite de PPCR (parcours professionnel carrière et rémunération), et amélioration du niveau de primes pour les techniciens de maintenance ainsi que pour le travail de nuit.

Les administrateurs votent pour ce projet, hormis CGT-FO-Solidaires qui votent contre, et CFDT-Météo qui s'abstient.